

# BUSINESSMED



Union of Mediterranean Confederations of Enterprises

## Séminaire régional sur les compétences / carrières / emplois bleus

*Bruxelles, 19 Novembre 2019*

THE VOICE OF MEDITERRANEAN BUSINESS

# BUSINESSMED

Qui sommes-nous



## L'Union Méditerranéenne des Confédérations d'Entreprises

*Le principal représentant régional du secteur privé, plateforme privilégiée de coopération multilatérale, vecteur de promotion de l'investissement direct étranger, levier pour la promotion du dialogue et de l'intégration socio-économique inter-méditerranéenne.*



8

Projets qui couvrent la région Euro - Méditerranéenne



21

Pays de l'Union pour la Méditerranée membres



22

Organisations Nationales d'Employeurs membres



+800K

Entreprises affiliées (publiques et privées)

**BUSINESSMED**

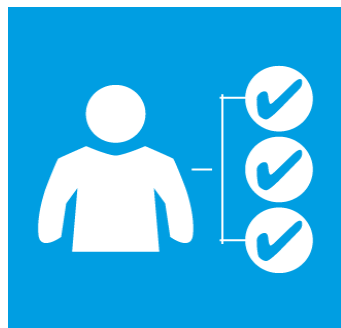
Union of Mediterranean Confederations of Enterprises



Partenariats  
d'affaires  
durables



Investissements



Renforcement de  
capacités



Transfert de  
savoir-faire et de  
technologie

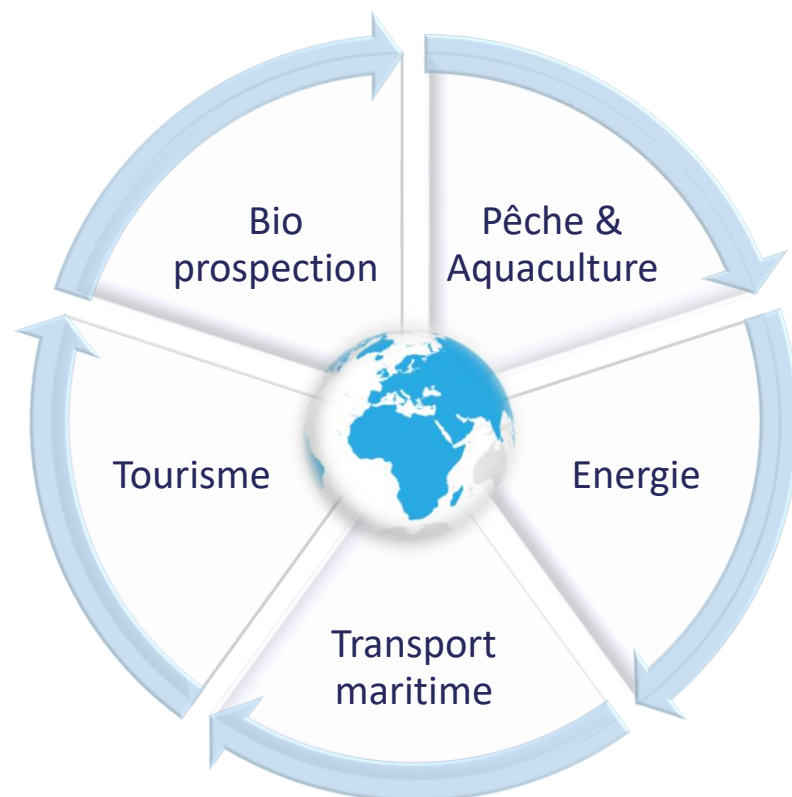


Lobbying, et  
négociation  
sociale

# Economie Bleue en Méditerranée



- les secteurs de l'économie bleue sont des moteurs importants de l'économie de la région EuroMed
- Les activités liées aux océans en Méditerranée représentent :
  - la 5<sup>ème</sup> économie en importance de la région, avec 20 % du « Produit marin mondial » annuel (GMP) dans une région qui ne représente que 1 % des océans de la planète (WWF, 2017);
  - La Méditerranée attire 30% des arrivées mondiales de touristes soit 400 millions de passagers par an;
  - Elle supporte 30% du transport maritime de fret mondial (Plan Bleu, 2017)
- L'économie des océans sera triplée entre 2010 et 2030 la valeur ajoutée en Méditerranée



# Défis de l'économie Bleue



- **Ecart compétences/ emploi bleu**
- Besoin de nouveaux modèles de gestion respectueux de ses écosystèmes
- Déficits de financement dans la transposition de projets prometteurs



- Economie bleue à fort potentiel
- Créatrice de valeur ajoutée





- Modernisation des programmes de formation dans le domaine de l'économie bleue, en impliquant l'ensemble de la communauté bleue (universités, gouvernements, partenaires sociaux, etc.);
- Sensibilisation des jeunes aux perspectives d'emplois du secteur maritime

*Rôle de la  
Formation  
Professionnelle  
continue*

*Partenariat  
public/privé  
(PPP)*

- Reformulation des réformes pour accélérer la réduction du déficit de compétences.
- L'alignement des stratégies de l'organisation sur les talents avec les stratégies d'innovation plus larges



- Mécanismes stimulant l'innovation et l'accès à des sources de financement durables pour les entreprises, les chercheurs et les professionnels de l'économie bleue
- Un cluster pan Euromed servira de plate-forme de coopération Nord-Sud entre les clusters maritimes, pour booster l'emploi bleu

*Rôle des clusters nationaux et régionaux de l'économie bleue*

*Partenariat pour les compétences sectorielles*

- Traduction des besoins sectoriels en termes de compétences en une stratégie globale de développement des compétences et de recommandations politiques
- Conception ou mise à jour de programmes et de qualification



- Réduction de l'écart moyen entre les sexes dans l'enseignement supérieur et facilitation de l'accès des femmes aux emplois qualifiés
- Faire face aux normes sociales et sexospécifiques discriminatoires entravant la participation des femmes à certains métiers de l'économie bleue

*Repositionner les femmes dans l'économie bleue*

*Économie bleue et dialogue social*

- Sensibilisation de l'économie bleue au dialogue social pour générer de la croissance et de l'emploi tout en répondant aux besoins de la société
- Elaboration d'un corpus de normes internationales du travail et l'établissement d'accords multi acteurs et multilatéraux dans le secteur de l'économie bleue.





<p><b>1</b></p> <p>The structure of economic, trade and social policies</p>	<p><b>2</b></p> <p>Freedom of trade union organisation and the institutionalisation of social dialogue and collective bargaining</p>	<p><b>3</b></p> <p>Fiscal policies, wages and prices</p>
<p><b>4</b></p> <p>The informal economy</p>	<p><b>5</b></p> <p>Employment policies and reducing unemployment</p>	<p><b>6</b></p> <p>Technical and vocational education and training policies</p>
<p><b>7</b></p> <p>Social protection systems</p>	<p><b>8</b></p> <p>Equality, parity and combating discrimination against women</p>	<p><b>9</b></p> <p>Rights of migrant workers (expatriates)</p>
<p><b>10</b></p> <p>Anti-corruption policies</p>	<p><b>11</b></p> <p>Policies to combat poverty and informal labour</p>	<p><b>12</b></p> <p>Climate justice policies</p>

**12**  
CLIMATE JUSTICE POLICIES

- Develop a national strategy to address the impacts of climate change and provide appropriate solutions to combat environmental degradation.
- Ratify international conventions, transfer relevant capacities and follow-up of policies and programmes adopted related to the convention.
- Strengthen national scientific research in the environment domain and develop practical policies for environmental management, design communication, information, education and awareness programmes to mobilise national public opinion on the environmental protection and risks of climate change.
- Develop programmes to support and encourage clean, environmentally friendly investments, enterprises and initiatives, establish a close relationship between climate and social justice.
- Develop renewable and clean energy resources and recognise the ecological debt of the North on the environmental situation in the South.

**5**  
EMPLOYMENT POLICIES AND REDUCING UNEMPLOYMENT

- Combat all forms of unemployment through the identification of national economic priorities, strategic sectors, professional, technical and managerial competencies.
- Identify the basic knowledge and skills required to enter the labour market.
- Implement labour control and inspection systems to ensure the compliance with labour standards and to provide the conditions of decent work and to encourage job seekers to engage in them and review the needs of different sectors from migrant workers.
- Support mediation services in public and private sectors in labour markets in accordance with international labour standards and conduct periodic and in-depth dialogues between employers, employees and government on labour and employment policies.

# 4<sup>ème</sup> Conférence Ministérielle de l'UpM



## Déclaration Ministérielle des Ministres de l'emploi et du travail de l'Union pour la Méditerranée (UpM) (les 2 et 3 avril 2019, Cascais - Portugal)

1. Les ministres de l'emploi et du travail de l'Union pour la Méditerranée (UpM) se sont réunis à l'occasion de leur quatrième conférence ministérielle à Cascais les 2 et 3 avril 2019. La conférence a été accueillie par le Portugal et coprésidée par S.E. Marianne Thyssen, commissaire européenne chargée de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, et S.E. Samir Saïd Murad, ministre du travail du Royaume hachémite de Jordanie, en présence de M. Nasser Kamel, secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée et de S.E. António Vieira da Silva, ministre du travail, de la solidarité et de la sécurité sociale du Portugal, et hôte de la conférence à Cascais, Portugal.
2. La conférence ministérielle de Cascais s'inscrit dans le prolongement des conférences ministérielles sur l'emploi et le travail qui se sont tenues à Marrakech en 2008, à Bruxelles en 2010, et sur les rives de la mer Morte, en Jordanie, en 2016. Ces conférences avaient mis en place et confirmé la coopération en matière d'emploi et de travail dans le cadre de l'UpM afin de créer une dimension sociale et de l'emploi effective, authentique et inclusive au sein de l'UpM.
3. À la conférence de Cascais, les ministres reconnaissent que les défis et les orientations politiques examinés lors de leur conférence de 2016 gardent toute leur pertinence et que des progrès sensibles sont nécessaires en ce qui concerne la mise en œuvre, aux niveaux national et régional, des orientations politiques en matière d'emploi et de travail adoptées en 2016.
4. Les ministres appellent à tirer le meilleur parti des politiques et à mobiliser tous les acteurs grâce au développement de synergies et de stratégies à plusieurs niveaux et à l'intégration systématique des questions liées à l'emploi et au travail dans toutes les politiques concernées. Ils réaffirment la nécessité de promouvoir le dialogue social et la négociation collective et saluent l'engagement des partenaires sociaux de la région à coopérer, au sein de l'UpM, dans les domaines de l'emploi et du travail. Ils insistent sur le rôle crucial, à tous les niveaux pertinents, d'un dialogue social efficace et permanent, tant bipartite que tripartite, pour contribuer à relever les défis de la croissance, de la démocratie et de la justice sociale dans la région.
5. Les ministres se félicitent des résultats obtenus à la conférence ministérielle de Cascais du 2 avril 2019 et saluent le bilan dressé sur la situation de l'emploi et du travail dans les pays partenaires de l'UpM, concernant notamment les effets de la crise économique et financière, les niveaux alarmants de chômage et de sous-emploi dans la région du sud de la Méditerranée — en particulier chez les jeunes — et les défis persistants liés aux réfugiés et à la migration irrégulière sur les deux rives de la Méditerranée, mais aussi les opportunités créées par les récents signes positifs de reprise économique.
6. Les ministres rappellent que progrès économique et cohésion sociale devraient aller de pair. Les ministres européens évoquent la déclaration de Göteborg adoptée en novembre 2017 ainsi que les principes énoncés dans le socle européen des droits sociaux.

## Déclaration Ministérielle Cascais, 2-3 Avril 2019



### The social partners of the Union for the Mediterranean

#### JOINT STATEMENT

Fourth Ministerial Conference of the Union for the Mediterranean on employment and labour held on 2 and 3 April in Portugal

Cascais, 2 April 2019

The social partners of the Union for the Mediterranean (hereinafter "the social partners") welcome the holding of the 4th Ministerial Conference on Employment and Labour of the Union for the Mediterranean (UfM) which is being held on 3 April 2019 in Cascais, Portugal.

The social partners on both sides of the Mediterranean particularly welcome their first participation in the Ministerial meeting itself, which enabled an exchange of views between social partners and Ministers. They see, in this initial participation, the explicit recognition of the added value of Social Dialogue, which is also enshrined in the constitution of the ILO and the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU).

As stated in their Joint Declaration on Social Dialogue of 26 September 2016, presented in the margins of the 3rd Ministerial Conference (Jordan, Dead Sea), the social partners wish to contribute actively and positively to the establishment and development of strong, independent and effective social dialogues, at the bi- and/or tripartite levels in the 43 UfM member countries. The social partners intend to increase, broaden and strengthen their capacity for autonomous action and their involvement in the decision-making processes within the member countries, in the two regions, and in the context of the activities carried out at the UfM level.

With this objective in mind, they highlight two initiatives carried out following their Declaration.

## Déclaration des partenaires sociaux Euromed Cascais, 2-3 Avril 2019

# Commission Méditerranéenne De Développement Durable (CMDD) – Pacte Mondial



BUSINESSMED est un membre de LA Commission Méditerranéenne De Développement Durable (CMDD)



BUSINESSMED adhère au Pacte Mondial, le mouvement volontaire pour la responsabilité sociale lancé par les Nations Unies.

# BUSINESSMED



Union of Mediterranean Confederations of Enterprises



# Merci

THE VOICE OF MEDITERRANEAN BUSINESS

[www.businessmed-umce.org](http://www.businessmed-umce.org)